

LA QUESTION DU VOTE :

NE PAS JETER LA DÉMOCRATIE AVEC L'EAU DU BAIN !

Les appels à ne pas aller voter en juin prochain se multiplient sur le Net. De nouveaux groupes d'opinions se créent sur Face book contre « *les politiques qui se moquent de nous* ». Une personnalité connue et respectée en Flandre, comme le chanteur Stijn Meuris publie une carte blanche dans *De Standaard* en forme de pavé dans la marre. « Cette fois, annonce-t-il en substance, alors que moi aussi, jusqu'il y a peu j'aurais qualifié ce type de réaction d'antipolitique, de négativiste ou de fataliste, moi non plus, je n'irai pas voter ». Et de préciser qu'il ne sera pas le seul. Circonstance aggravante à ses yeux : ceux qui se détourneront des urnes de juin 2010, ce ne sont pas uniquement les « *suspects habituels* », les anti- ou contre-tout, les poujadistes, les extrémistes de tout bord, les râleurs professionnels ou les paumés, mais, prédit-il, un segment de la population de gens actifs, voire impliqués, de personnes qui font l'effort de s'informer et qui possèdent un vaste réseau social autour d'eux.

S'il nous paraît contreproductif et dangereux, reconnaissons à ce propos qu'il s'inscrit de plein droit dans le débat démocratique public.

On rappellera d'entrée ici que se dérober à l'obligation de vote est non seulement punissable par la loi, mais ne permet en rien de peser sur la réalité politique que l'on critique : même en cas d'abstention massive, celle-ci n'influera pas sur les formules de majorités envisageables à l'issue du scrutin, ni sur le programme de gouvernement que la coalition qui sortira des négociations postélectorales se donnera. Pour prix du signal symbolique que l'on veut envoyer au personnel politique, on risque d'affaiblir un peu plus encore le crédit du et de la politique, et on ouvre la voie à ceux, les formations d'extrême droite au premier chef, qui rêvent de s'attaquer aux institutions du pays.

Certes, la crise de confiance à l'égard du personnel politique est réelle, concrète, palpable : elle affleure dans les propos ou dans les silences, dans le désintérêt, dans le ras-le-bol... Elle est en partie – mais en partie seulement – attribuable aux représentants politiques, quoique – l'honnêteté intellectuelle impose cette « nuance » – à des degrés divers d'une formation, voire d'une personnalité, à l'autre selon l'analyse personnelle que l'on fait.

En revanche, Philippe Van Parijs le rappelait voici peu fort opportunément¹, nos institutions fonctionnent correctement. Mieux même, soutient le professeur de l'Université de Louvain : aussi opaques et alambiquées puissent-elles parfois apparaître au terme d'un processus lui-même souvent laborieux de mise en place de celles-ci, la sagesse qui les sous-tend et la continuité de leur bon (la plupart du temps) fonctionnement sont les plus sûrs garde-fous de résolution pacifique de nos conflits, plutôt dans la fureur des mitraillettes et dans le sang.

On veillera donc dans les reproches que l'on peut exprimer, à *ne pas jeter le bébé institutionnel avec l'eau « politicienne » du bain.*

1 - Le Soir du 29 avril 2010.

Maintenant, précisément, il est indéniable que la plupart des citoyens de ce pays en ont plus qu'assez de voir des considérations proprement *politiciennes* l'emporter sur le sens *politique* de l'intérêt général, aussi divisé puisse être celui-ci. Paradoxalement, pourtant, ce qui s'exprime dans une partie des appels au boycott civique des prochaines élections, c'est autant un profond besoin de politique, qu'un hurlement antipolitique. C'est Particulièrement vrai au moment où la crise financière, économique, écologique et sociale repose la question de la primauté de la politique sur l'économique. Ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est davantage, c'est que les citoyens disposent aujourd'hui des moyens techniques de l'exprimer à l'échelle de l'espace public, même fragmenté, qu'est Internet. Ils disposent aussi d'un niveau culturel en moyenne plus élevé qu'hier pour se faire entendre. Et ils se vivent davantage émancipés, si pas libres, par rapport au magistère de la parole que croit pouvoir toujours détenir une certaine élite politique et médiatique au nom d'un sentiment d'autorité morale *naturelle* profondément intériorisé.

Cela ne veut pas dire qu'une parole citoyenne vaut ipso facto une parole journalistique ou politique. Mais la vieille représentation mentale et sociale d'un public inexpert, si pas ignorant, paresseux, adepte des slogans simplistes et des amusements faciles, ne correspond plus, depuis longtemps, aux nuances du réel social.

A la relation traditionnelle, foncièrement hiérarchique, entre élites lettrées « qui savent », et public toujours apparenté, peu ou prou, aux « masses ignorantes », les média-citoyens revendiquent la substitution d'un rapport moins inégalitaire²... et les organisations d'éducation permanente parient sur la capacité critique et la volonté d'émancipation des publics.

Il ne s'agit pas pour autant, à nos yeux, de substituer la démocratie directe ou participative à la démocratie parlementaire représentative. Celle-ci reste néanmoins perfectible, sans cesse à remettre sur le métier, au nom de droits à approfondir, à élargir, à créer. Ceci, bien entendu, à côté d'autres initiatives en faveur d'une démocratie renforcée ; celles de la société civile, des citoyens, des associations par exemple. Les signataires de ce texte n'ont de cesse de s'y employer et ils sont d'ailleurs subventionnés pour cette mission citoyenne.

Dans cette conception dynamique, plurielle et pluraliste de la démocratie, nous sommes toutefois convaincus du rôle central de la et du politique. **Car pour faire aboutir des avancées démocratiques, pour transformer la société, le passage par la représentation politique des intérêts en présence, et par le débat politique est indispensable.** Hors de cela, il n'est de place que pour les révolutions, les coups de force, les aventures, le chaos. Or, en dehors des mécanismes institutionnels de la décision, l'issue du débat politique dépend de l'état des forces démocratiques en présence. Lequel est sanctionné par le résultat des élections, donc par le vote.

Il est de la responsabilité de tous les acteurs, représentants ou candidats politiques, société civile et citoyens de prendre conscience que le vote, en dépit de ses limites, constitue à ce jour, dans le cadre de nos institutions, le mode de participation citoyenne le plus efficace au service du bien commun, du contrat social dont il est justement une des articulations essentielles.

2 - C'est l'hypothèse qu'a formulé très tôt le sociologue Norbert Elias.

C'est aussi la responsabilité des médias d'information, acteurs puissants, s'il en est, dans la société contemporaine dite de la connaissance.

Aussi déplorable puisse être parfois le « spectacle » politique, il importe, justement, de pouvoir prendre ses distances à l'égard de la tentation « événementielle », aux fortes doses d'adrénaline journalistique et d'audimat ajoutées à laquelle succombe trop souvent le système médiatique d'information. Par leur choix dans la sélection, la hiérarchisation et la communication (l'emballage) de l'information politique, de nombreux médias tendent à dramatiser excessivement, à choisir des titres ou des effets d'annonce « forts » qui ne correspondent pas forcément au contenu des sujets ni au réel traité (comme associer en permanence le spectre de la fin de la Belgique au débat sur BHV), à privilégier le choc de l'instant plutôt que le sens dans la durée, à céder au réflexe systématique et régulièrement sans nuance de « la chasse au Leterme »...

Surtout, les médias ne rendent compte, pour l'essentiel, que d'un pan de l'activité, et donc de l'image, du politique – avec la complicité souvent, d'ailleurs, de celui-ci – quand ils privilégient systématiquement la joute électoraliste ou les jeux politiques au détriment des contenus et des mécanismes de la décision politique, les acteurs et l'intrigue du film au détriment des réalisations moins scintillantes du réel.

Affrontement démocratique et gouvernement public font partie, de façon aussi légitime l'un que l'autre, de l'activité politique. Choisir de surexposer en permanence la dimension conflictuelle de la politique, tout en déniait à la conflictualité son caractère institutionnellement légitime, et pleinement démocratique, comme c'est trop souvent le cas, c'est rendre la démocratie borgne. Avec les conséquences que cela peut avoir sur la vision générale de la politique et, à terme, de la démocratie.

A l'heure où certains agitent le spectre d'une implosion de notre pays, nous en appelons à un sursaut de conscience démocratique et invitons chacune et chacun à exercer pleinement et en toute liberté philosophique et politique son droit de vote, et donc à peser individuellement et collectivement sur l'avenir du pays et de ses institutions.

POUR LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION PERMANENTE : YANIC SAMZUN (Présence et Action culturelles) ; THIERRY DEMANET (ECO VIE) ; FREDERIC LIGOT (CIEP/MOC) ; CATHERINE STERCQ (Lire et Ecrire) ; GUY BRICTEUX (Centre Libéral d'Action et de Réflexion sur l'Audiovisuel) ; BENOIT ALBERT (Justice et Paix Justice et Paix) ; HAFIDA BACHIR (Vie Féminine) ; JEAN BLAIRON (RTA) ; PHILIPPE BODART (ALTEO) ; Eliane DEPROOST (Centre d'Action laïque) ; CHRISTINE KULAKOWSKI (Centre Bruxellois d'Action interculturelle) ; Rébéka MUTOMBO (Association Socialiste de la Personne Handicapée) ; SERGE NOEL (Centre Socialiste d'Education Permanente) ; SYLVIE PINCHART (Femmes Prévoyantes Socialistes) ; ANNE SPITALS (Fédération des Centres de planning familial FPS) ; ANNICK THYRE (Centre d'Education Populaire André Genot) ; RENAUD BELLEN (Groupement Socialiste d'Action et de Réflexion sur l'Audio- visuel) ; GEORGE BARBE (Ligue Libérale des Pensionnés) ; STEPHAN GRAWEZ (Média Animation) ; GEOFFROY CARLY (Centre d'entraînement aux Méthodes d'Education Actives) ; DIDIER JOLY (Solidarités Nouvelles Bruxelles) ; ERIC NICOLAS (GRACQ) ; BRIGITTE LAURENT (ACRF) ; MARC FICHER (Nature et Progrès) ; Vincent Decoorbyter (CRISP).